

## Les ministres retardent leur décision sur les règles d'austérité après des manifestations

[etuc.org/en/pressrelease/ministers-delay-decision-austerity-rules-after-protest](https://etuc.org/en/pressrelease/ministers-delay-decision-austerity-rules-after-protest)



Les ministres des finances de l'UE ont reporté aujourd'hui une décision sur de nouvelles règles budgétaires qui exigeraient au moins 45 milliards d'euros de réductions l'année prochaine.

Le Conseil "Affaires économiques et financières" devait conclure un accord qui obligerait 14 États membres (voir tableau en annexe) dont le déficit est supérieur à 3 % du PIB à réduire leur déficit d'au moins 0,5 % du PIB chaque année.

Toutefois, les ministres ont décidé de rester à la table des négociations.

Cette décision fait suite à une manifestation syndicale de 20 000 personnes contre les nouvelles règles d'austérité, qui s'est déroulée vendredi à Paris. La CES a également écrit aux ministres avant la réunion pour leur demander de repenser la proposition.

La secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, Esther Lynch, a déclaré :

*"Les ministres doivent repenser des règles qui nécessiteraient 45 milliards de coupes rien que l'année prochaine et feraient des investissements indispensables pour les transitions verte et numérique un mirage.*

*"Cela supprimerait des emplois et ferait baisser les salaires, pousserait l'économie vers une nouvelle récession et empêcherait l'Europe d'atteindre ses propres objectifs en matière d'investissement dans l'économie verte.*

*"Les dirigeants doivent écouter les inquiétudes croissantes concernant un retour à l'austérité, qui étaient clairement visibles dans les rues de Paris vendredi.*

*"Toute réforme des règles économiques de l'Europe doit s'assurer qu'elles sont basées sur les besoins des personnes et l'avenir de la planète plutôt que sur des objectifs arbitraires basés sur des idées datant des années 1980.*

*"La suspension du Pacte de stabilité et de croissance devrait être prolongée d'une année supplémentaire afin de donner le temps nécessaire à l'examen des conséquences et des alternatives à un retour à l'austérité.*

## Notes

	<b>Réductions annuelles minimum (Euros)</b>	<b>Nombre d'infirmières qui pourraient être financées</b>	<b>Nombre d'enseignants qui pourraient être financés</b>
Belgique	2,7 milliards	37.888	82.500
Tchéquie	1,3 milliards	54.511	89.597
Estonie	180 millions	8.909	11.464
Espagne	6,6 milliards	166.254	Indisponible
France	13,2 milliards	371.888	492.327
Italie	9,5 milliards	326.652	392.878
Lettonie	195 millions	14.413	20.602
Hongrie	851 millions	59.312	115.220
Pologne	3,2 milliards	180.067	405.672
Slovénie	294 millions	9.100	14.913
Slovaquie	548 millions	31.106	49.932
Bulgarie	423 millions	Indisponible	Indisponible
Roumanie	1,4 milliard	Indisponible	Indisponible
Malte	84 millions	Indisponible	Indisponible